

EXTRAIT

N° 2023 - 220

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice

67

Présents

48

Votants

54

Dont 6 procurations

L'an deux mille vingt trois le : **Jeudi 14 Décembre à 18 H 30**
le **Conseil Communautaire dûment convoqué,**
s'est réuni en session **ordinaire** au **Centre Socio-Culturel de**
Cercy la Tour
sous la **Présidence de M. David BONGARD, 1^{er} Vice-Président.**

Date de convocation : 7 décembre 2023

Etaient présents :

- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : Georges CHÂTEAU
- **Biches** : Annie LECERF
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT
- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAUX
Julien DENOUEL
Jean-Michel AGEZ
Monique BERNARD
Marie-Laure PARMENTIER
Michel MULOT

• **Charrin** : Hervé GARÇON

• **Châtillon-en-Bazois** : Michel MARIE
Jean-Christophe SAVE

• **Chiddes** : /

• **Chouigny** : Thierry LAPORTE

• **Dun sur Grandry** : Christiane MAURY-JOSSERAND

• **Fléty** : Romain COUGNY

• **Fours** : /

• **Isenay** : Pascal PETIT

• **La Nocle-Maulaix** : Pascal PERRIN

• **Lanty** : Annick BERTRAND

• **Larochemillay** : /

• **Limanton** : Patrick REVENEAU

• **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Olivier FAURE, Florence CHANDIOUX,
Floor NUSINK

OBJET :

**CONSEILLERS
NUMERIQUES FRANCE
SERVICES :**

**POURSUITE DU
DISPOSITIF :
DECISIONS A
PRENDRE**



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 21 12 2023

Publié ou notifié
le : 21 12 2023

Envoyé en préfecture le 22/12/2023

Reçu en préfecture le 22/12/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231214-2023_CC_220-DE



.../...

- **Maux :** /
- **Millay :** Christian POUCHELET
- **Montambert :** Marie-Christine ROY
- **Montapas :** Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron :** Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré :** Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne :** Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert :** Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny :** /
- **Poil :** /
- **Préporché :** René DUVERNOY
- **Rémilly :** Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny :** Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine :** Marcel CANTAT Supplée Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains :** Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine :** Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol :** Bernard LEBLANC
- **Semelay :** /
- **Sermages :** Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois :** /
- **Tazilly :** Pascal GUERIN
- **Ternant :** /
- **Thaix :** /
- **Tintury :** /
- **Vandenesse :** Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon :** Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Christine MASCARELLO à M. Michel MARIE
- 2 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 3 – M. Sylvie DELAVELLE à Mme Jocelyne GUERIN
- 4 – M. Thierry DESCOURS à M. Gilles GONIN
- 5 – Mme Pascale CHAMARD à M. Jean-Pierre FREGUIN
- 6 – Mme Bernadette MADINSKI à M. Christian POUCHELET

CONSEILLERS NUMERIQUES FRANCES SERVICES :

POURSUITE DU DISPOSITIF : DECISIONS A PRENDRE

M. Antoine-Audoine MAGGIAR, conseiller communautaire délégué au numérique, explique que suite au vote du conseil communautaire en septembre 2023 sur le principe de poursuivre le dispositif des conseillers numériques (2), un certain nombre de décisions sont à prendre.

Compétence

La CCBLM a la compétence supplémentaire soumise à intérêt communautaire suivante :

- *Création et gestion de Maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000* relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.*

**Article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 :*

Dans le cadre de France Services, en cas d'inadaptation de l'offre privée, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, dans leur domaine de compétence, définir des obligations de service public destinées à assurer la présence effective de certains services sur leur territoire.

L'exécution d'obligations de service public donne lieu au lancement d'une procédure de mise en concurrence en vue de la sélection d'un opérateur de service.

Les obligations de service public imposées à l'opérateur de service sélectionné font l'objet d'une compensation par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Le montant de cette compensation est indiqué dans l'appel d'offres.

Les modalités régissant cette procédure de mise en concurrence ainsi que les conditions de sélection de l'opérateur de service sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

La Préfecture nous a confirmé que les conseillers numériques France services rentrent dans notre champ de compétence.

Portage et organisation

Il est confirmé que le Conseil Départemental de la Nièvre ne portera pas les deux postes. La CCBLM devra donc embaucher les 2 personnes et les intégrer dans ces équipes.

Néanmoins, il est proposé de conventionner avec la Mission numérique pour l'organisation quotidienne des agents (permanences, ateliers, formations, accompagnement individuel, ...).

Voici la répartition des rôles entre la CCBLM et la mission numérique envisagée :

CCBLM

- Les agents seront recrutés par la CCBLM, via deux fiches de poste qui seront coconstruites avec la mission numérique. (*Document annexe de la convention*)
- Les agents employés par la CCBLM sont soumis au règlement intérieur de la collectivité y compris pour les congés, ARTT et le temps de travail hebdomadaire. La validation des éléments se fera par le responsable hiérarchique en concertation avec la mission numérique.
- La CCBLM délivre les congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou de maladie après avis de la mission numérique.
- Le Président de la CCBLM exerce le pouvoir disciplinaire.

.../...

Envoyé en préfecture le 22/12/2023

Reçu en préfecture le 22/12/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231214-2023_CC_220-DE

SLO

N° 2023 - 220

- La CCBLM sollicitera les subventions auprès des financeurs.
- La CCBLM rémunérera les agents
- Les deux agents seront intégrés dans l'organigramme de la CCBLM au sein du pôle développement.
- La CCBLM assure les dépenses occasionnées par les formations (y compris les frais de déplacement éventuels).
- La CCBLM assurera l'entretien professionnel annuel des agents.

Mission numérique

La mission numérique organisera au quotidien le travail des agents :

- La mission numérique adresse directement aux agents susvisés toutes les instructions nécessaires à l'exécution de la fiche de poste
- La Mission Numérique assure la coordination des 3 conseillers numériques sur le territoire de la CCBLM (planning des ateliers, formation, permanences, ...).
- La Mission Numérique identifie les besoins en formation des agents concernés et organise les formations en coordination avec la CCBLM.
- La Mission Numérique participera aux entretiens d'embauche.

Création de poste

Dans ce cadre, il est nécessaire de créer deux postes.

Le modèle fiche de poste est présenté.

Matériel et bureau

Les agents seront basés à Moulins-Engilbert et à Châtillon-en-Bazois (seul lieu en dehors de Luzuy où des bureaux sont libres). Il pourrait être imaginé une répartition Est-Ouest du territoire.

Le CD58 cèdera deux ordinateurs par CNFS et un téléphone par CNFS à la CCBLM.

Le véhicule sera mis à disposition de la CCBLM via une convention avec recharge possible dans les locaux du Conseil départemental. Des frais en fonction de la consommation seront facturés à la CCBLM.

La proposition de convention est présentée.

Demande de subvention

Il est nécessaire de solliciter l'Etat pour une subvention pour les deux postes de CNFS.

Plan de financement des conseillers numériques France services

Deux conseillers numériques	Cout CNFS	Cout CNFS	Cout CNFS
	2024	2025	2026
	1ère année	2ème année	3ème année
Cout Agent BLM (grade rédacteur)	68 216,64 €	69 922,06 €	71 670,10 €
Taux de la subvention allouée /SMIC	80%	70%	50%
Subvention sollicitée plafonnée	40 000,00 €	35 000,00 €	25 000,00 €
Reste à charge	28 216,64 €	34 922,06 €	46 670,10 €

.../...

Après avoir délibéré, le conseil communautaire

- décide de créer deux postes d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,
- autorise Monsieur le Président à signer la convention de partenariat avec la Mission numérique du Pays Nivernais Morvan,
- autorise Monsieur le Président à signer la convention avec le Conseil départemental de la Nièvre,
- sollicite l'Etat pour une subvention dans le cadre du dispositif Conseiller numérique France services
- autorise Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de cette délibération.

Voix pour 52, abstention 0, contre 2

Envoyé en préfecture le 22/12/2023

Reçu en préfecture le 22/12/2023

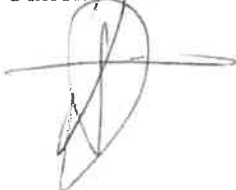
Publié le

ID : 058-200067882-20231214-2023_CC_220-DE

SLO

Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 14 Décembre 2023

Le Secrétaire de Séance,
Julien DENOUEL.



Le 1^{er} Vice-Président,
David BONGARD.





CONVENTION de partenariat

« Conseiller Numérique France Services »



Entre

La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, représentée par son Président, Serge CAILLOT, agissant en application de la délibération n°2023-220 du conseil communautaire du 14 décembre 2023, ci-après désignée CCBLM,

d'une part,

Et

L'association « Mission Numérique du Pays Nivernais Morvan », domiciliée 114 route d'Avallon 58140 LORMES, représentée par son Président, Monsieur Serge CREPIN, ci-après désignée « la mission numérique »,

d'autre part.

Il est convenu ce qui suit

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de partenariat entre la Mission numérique et la CCBLM pour l'organisation des missions des deux Conseillers Numériques France Services – (CNFS) salariés de la CCBLM, dans le cadre de la compétence « Maisons France Services ».

Une conseillère numérique, embauchée par le Conseil Départemental de la Nièvre, est déjà présente sur le territoire notamment sur la zone de Luzy, et ce jusqu'au 31 mai 2024.

Article 2 : Missions confiées aux CNFS

Dans le cadre de ses compétences, la CCBLM confie à ses agents les missions suivantes :

- L'accompagnement des habitants aux usages numériques
- La mise en place d'ateliers collectifs prenant la forme de clubs informatiques par exemple
- Le développement d'actions d'accompagnement
- La participation à des manifestations autour du numérique

Ces actions pourront se faire en lien avec des actions portées par les communes, les partenaires comme les centres sociaux ou encore des actions de la CCBLM comme la Micro-Folie. Sur ce dernier point, les agents seront encouragés à utiliser la micro-folie (musées numérique, fablab, réalité virtuelle, ...) comme outils de médiation numérique.

La fiche de poste détaillée et la cartographie précisant le secteur d'intervention de l'agent ainsi que les moyens mis à disposition sont annexés à la présente convention.

L'ensemble de cette démarche s'inscrit dans le développement et de l'accompagnement de la culture numérique sur le territoire de la CCBLM et vient compléter les actions de médiation de la mission numérique.

Article 3 : Rôle de la CCBLM

Afin d'assurer la bonne exécution des missions, la CCBLM embauche deux CNFS à temps-plein.

Elle exercera la responsabilité hiérarchique sur les deux agents comme précisé ci-dessous :

- Les agents seront recrutés par la CCBLM, via deux fiches de poste qui seront coconstruites avec la mission numérique. (Document annexe de la convention)
- Les agents employés par la CCBLM sont soumis au règlement intérieur de la collectivité y compris pour les congés, ARTT et le temps de travail hebdomadaire. La validation des éléments se fera par le responsable hiérarchique en concertation avec la Mission numérique.
- La CCBLM délivre les congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou de maladie après avis de la mission numérique.
- Le Président de la CCBLM exerce le pouvoir disciplinaire.
- La CCBLM sollicitera les subventions auprès des financeurs.
- La CCBLM rémunérera les agents selon la grille de la fonction publique territorial (catégorie C)
- Les deux agents seront intégrés dans l'organigramme de la CCBLM au sein du pôle développement.
- La CCBLM assure les dépenses occasionnées par les formations (y compris les frais de déplacement éventuels).
- La CCBLM assurera l'entretien professionnel annuel des agents.

Article 4 : Rôle de la Mission Numérique

La mission numérique organisera au quotidien le travail des agents :

- En accord avec la CCBLM, le directeur de la Mission numérique organise les horaires, les plannings de travail des CNFS.
- En accord avec la Mission Numérique, la CCBLM valide les congés des CNFS
- La mission numérique adresse directement aux agents susvisés toutes les instructions nécessaires à l'exécution de la fiche de poste
- La Mission Numérique assure la coordination des 2 CNFS embauchés par la CCBLM et de la conseillère embauchée par le CD58 sur le territoire de la CCBLM (planning des ateliers, formation, permanences, ...).
- La Mission Numérique identifie les besoins en formation des agents concernés
- La Mission Numérique participera aux entretiens d'embauche.

Article 5 : Coordination

Un comité de pilotage composé de la Communauté de communes, de la Mission numérique, des CNFS et d'autres partenaires (centres sociaux, CD58, ...) sera organisé deux fois par an.

L'accès aux chiffres de l'activité des CNFS est constant grâce à la plate-forme COOP fournie par l'ANCT.

Les CNFS participeront à tous les rendez-vous proposés par le Conseil départemental de la Nièvre dans le cadre de sa mission de coordination numérique départementale.

Article 6 : Matériels

Deux véhicules électriques sont mis à disposition par la CCBLM. Les agents pourront utiliser les véhicules dans les conditions fixées par le règlement intérieur de la CCBLM.

Les frais de déplacement et de mission des agents sont à la charge de la CCBLM.

La fourniture de tous les matériels nécessaires (ordinateurs, téléphone portable, ...) à la mission des CNFS sont fournis par la CCBLM.

L'abonnement téléphonique sera pris en charge par la CCBLM.

Article 7 : Lieu de travail

La résidence administrative des agents sera respectivement dans les locaux de la CCBLM à

- Moulins-Engilbert, 11 Place Lafayette
- Chatillon en Bazois, 27 rue du docteur Dubois

Les agents seront amenés à se déplacer sur l'ensemble du territoire de la CCBLM selon la répartition cartographique annexée à la présente convention.

Ils seront amenés à se déplacer dans les locaux de la mission numérique à Lormes notamment pour des réunions de coordination à l'échelle départementale et extra-départementale de manière plus exceptionnelle (formation, coordination départementale, ...).

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention a été conclue pour une durée de trois ans, avec prise d'effet à la date d'embauche des deux CNFS.

Article 9 : Modification

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, ou si une disposition législative ou réglementaire le nécessitait. Tout projet d'avenant doit être approuvé par les deux parties.

En application de la délibération du Conseil communautaire du 16 juillet 2020 portant délégations d'attributions au Bureau, celui-ci sera compétent pour approuver, au nom de la CCBLM, tout avenant afférent à la modification de la présente convention.

Article 10 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution des obligations contractuelles de l'une des parties et/ou de litige entre les parties.


La partie souhaitant résilier la convention adresse à l'autre partie un courrier en recommandé avec accusé de réception, dans le respect d'un délai de préavis qui ne peut être inférieur à trois mois.

Article 11 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, une voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de DIJON.

Fait en deux exemplaires originaux à, le

Pour la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan 	Pour la Mission Numérique du Pays Nivernais Morvan
---	---

Annexes :

- Fiches de poste
- Cartographie des zones d'intervention
- Règlement intérieur CCBLM